

Avec les socialistes de toute l'Europe,
dites "oui" au traité constitutionnel !



LANCEMENT DE LA CAMPAGNE POUR LE OUI DE GAUCHE

Au moment où s'engage enfin la campagne référendaire pour le OUI et alors que tant de contre vérités sont développées par des partisans du NON depuis quelques semaines, je veux expliquer pourquoi, avec le Parti Socialiste, nous ferons campagne « pour un OUI de Gauche ».

1. Le « OUI de Gauche » est d'abord un oui démocratique.

1.1 Il est fondé sur le respect du vote des militants.

Le Parti Socialiste est un grand parti démocratique qui, avec son référendum interne, a donné l'exemple...ses militants ont tranché et choisi majoritairement le « OUI ». S'asseoir sur ce vote c'est s'asseoir sur la démocratie. C'est aussi porter un rude coup à notre parti politique. Nos partis sont fragiles, ils ont besoin d'être confortés (anecdote de la réponse au questionnaire...)

→ Nous militons pour une façon de faire de la politique qui respecte le vote des militants.

D'ailleurs je remarque que les 3 partis de Gauche qui ont procédé à une consultation démocratique de leurs militants, le PS, le PRG et Les Verts, ont tous abouti à un choix majoritaire pour le OUI...

1.2 Il est fondé, également, sur le respect de la procédure démocratique : le référendum nous demande de répondre par OUI ou par NON à une question simple « Etes-vous favorable à la ratification du traité constitutionnel européen ? »

Il faut répondre à cette question et à aucune autre !

- pas à la question de l'adhésion de la Turquie ! (d'ailleurs je connais des militants du « OUI » qui sont contre cette adhésion, - BADINTER – et, inversement, des partisans du « NON » qui sont pour cette adhésion –Marie-Georges BUFFET -). Les deux questions n'ont rien à voir.
- Pas, non plus, à la question de la directive Bolkestein ! Ce projet est apparu avant l'adoption du traité. Il faut le combattre quel que soit le résultat du référendum ! D'ailleurs, j'affirme, non pas que le traité empêchera l'adoption de cette directive – ce serait mensonger – mais que le traité nous donnera de meilleurs moyens de la combattre....

1.3 Il faut répondre à la question posée ! Je m'adresse à tous les citoyens des Hautes-Pyrénées et leur dis : ne croyez pas tout ce que l'on vous raconte, lisez le traité, étudiez-le. C'est long et difficile mais la démocratie mérite cet effort. Demandez-le nous, nous vous le fournirons. Le choix démocratique doit être **éclairé**.

1.4 Il faut répondre à la question posée sinon c'est encore la démocratie qui sera menacée et la procédure référendaire condamnée pour longtemps. Si on répond à une autre question que la question posée, qui va encore prendre le risque de consulter le peuple ?

2. Mais le « OUI de Gauche » c'est aussi un « OUI militant » qui ne confond pas CHIRAC et RAFFARIN d'une part, l'Europe d'autre part.

2.1 La situation économique et sociale de la France est le résultat de la politique de CHIRAC, RAFFARIN et SARKOZY et non pas de l'Europe !

- Si le chômage progresse en France, c'est de la faute des dirigeants français, pas de l'Europe !
- Si on supprime des postes dans l'Education Nationale, c'est de leur faute, pas de l'Europe !
- Si le pouvoir d'achat stagne pendant que les profits s'envolent, c'est de leur faute, pas de l'Europe !
- Si nos systèmes de retraite ou de Sécurité Sociale sont mis à mal, c'est de leur faute, pas de l'Europe !

2.2 IL N'Y A DONC AUCUNE RAISON DE FAIRE DE L'EUROPE LA VICTIME DE LA POLITIQUE DE CES MESSIEURS DE LA DROITE ;

2.3 C'est, d'ailleurs, une drôle de responsabilité que prennent certains dirigeants de Gauche que d'exonérer la Droite de ses responsabilités et de faire de l'Europe un bouc émissaire, un peu facile. Cette collusion objective, classique chez l'extrême-Gauche, est plus choquante à Gauche....

2.4 Car voilà encore une question à laquelle il ne faut pas répondre au référendum !

Celle que proposent certains irresponsables : « votez NON et CHIRAC sera obligé de partir » disent-ils....

De qui se moque-t-on ?

A-t-on jamais vu CHIRAC tenir compte d'un vote défavorable des Français ?

- S'est-il démis en 97 ?
- A-t-il tiré les leçons du vote du 2^{ème} tour de 2002 ?
- A-t-il tiré celles des élections régionales de 2004 ?

CHIRAC serait la dernière victime d'un vote « NON. Mieux : la crise politique lui redonnerait la main en tant que Président.

3. La seule victime d'un « NON » serait l'Europe, l'Europe-cohésion, l'Europe démocratique, l'Europe sociale.

3 .1 Il ne s'agit pas de menacer d'une apocalypse et d'une crise sans précédent. Jouer à faire peur n'a jamais servi la démocratie.

Il s'agit de dire simplement les conséquences du NON :

- La France, un de ses membres fondateurs, est au cœur de la construction européenne depuis 40 ans et serait, pour la première fois responsable de sa panne. Renforcement de sa position ? Sûrement pas.
- 5 ans de perdus pour l'Europe....c'est le temps qu'il a fallu pour préparer et négocier ce traité
- Et, surtout,...le retour au traité de NICE ! Ce traité, s'il n'est pas modifié par celui qui est en débat, restera en vigueur !! Or, tout le monde reconnaît qu'il est moins démocratique et moins protecteur que le nouveau ! C'est là le paradoxe : voter NON, c'est renforcer l'Europe libérale que l'on dit combattre....

Voter NON c'est en rester à Maastricht, c'est-à-dire à l'économique et au monétaire sans ajouter l'indispensable volet politique.

3 .2 Prenons un seul exemple : les services publics.

L'Europe est un combat, l'a toujours été et le sera toujours.

Un combat entre les partisans d'une vaste zone de libre-échange et les défenseurs de l'Europe-cohésion, de l'Europe solidaire.

Dans ce combat, les services publics, reconnaissons-le, ont été malmenés au nom de la concurrence.

Dire qu'aujourd'hui les services publics seront sauvés par le traité serait presque aussi malhonnête que de dire qu'ils seraient condamnés !

NON : la vérité est que ce traité nous donne une base juridique pour défendre les services publics, c'est-à-dire pour mener un combat essentiel que les traités précédents ne nous permettaient pas de mener.

Voter NON, ce serait, objectivement, rendre le combat pour les services publics plus difficile...

3 .3 Quelle est la contradiction majeure du NON de Gauche ? C'est que si le NON devait l'emporter, on n'aurait gagné ni le titre I sur la charte des droits fondamentaux, ni le titre II...et on resterait avec le titre III parce que c'est celui qui est déjà en vigueur...et qu'ils critiquent le plus !!

4. On l'a dit, la première victime serait l'Europe

Le premier bénéficiaire serait donc Georges BUSH....Qui peut avoir intérêt à une Europe divisée ou une Europe en panne si ce n'est le Président américain ?